

Bruxelles, 11/05/2010

Les travailleurs risquent de devoir payer le plan de crise européen au prix fort

La Confédération européenne des Syndicats (CES) estime que des progrès significatifs ont été accomplis le week-end dernier lorsque les ministres des finances européens se sont mis d'accord sur un mécanisme de soutien aux membres de la zone euro qui rencontrent des difficultés à emprunter de l'argent sur les marchés mondiaux. Mais le prix à payer pour protéger la monnaie unique et le secteur bancaire des spéculateurs sera très élevé.

Le risque est réel pour les pays qui feront appel à ce soutien de devoir mettre en place des réductions drastiques des dépenses publiques susceptibles de précipiter l'économie dans une récession prolongée entraînant ainsi une sérieuse augmentation du chômage. Les travailleurs vont probablement devoir à nouveau supporter le coût de la crise. Pour la CES, les modalités d'aide sont trop sévères et les finances européennes doivent être utilisées dans le but de soutenir la croissance économique et l'emploi.

John Monks, le Secrétaire général de la CES, a déclaré : « *Faire la guerre aux spéculateurs est une bonne chose, mais l'Europe risque maintenant d'être perçue comme le Fonds monétaire international l'a été en Amérique latine durant de nombreuses années, une organisation qui encourage la stabilité financière mais ignore la croissance, l'emploi et le bien-être social* ».